

ceux qui rappelaient que ce régime avait survécu à huit ans de guerre contre une très puissante armée irakienne, soutenue encore par tous les Occidentaux et les monarchies du Golfe !

Rude tâche ! Par commodité, par paresse intellectuelle, nous sommes tentés par la pensée *main stream*, surtout quand elle semble fondée sur les faits. Dans le monde d'aujourd'hui où prédominent les rapports de force, comme il devient facile de relativiser le droit international, de justifier l'agression de telle nation contre telle autre, de minimiser les atteintes aux droits humains fondamentaux. Notre histoire aurait toujours fonctionné ainsi, en rajoutent certains commentateurs, qui voudraient là nous rappeler à un certain réalisme !

Tout cela pourrait mal finir

S'ils s'efforçaient de mieux s'informer, ils devraient admettre qu'elles finissent toujours mal, ces dérives relativistes que nous avons connues dans l'histoire ! Avec là une information qui, à force de négliger l'objectivité, finit par devenir de la pure propagande, et même la pire, celle qui voudrait nous convaincre qu'il n'y a jamais de vérité qui tienne.

Des citoyens déboussolés, noyés dans des masses d'informations invérifiables, rien de tel pour que les maîtres actuels du monde continuent de régner sans contestation, de monopoliser les instruments et les règles de la liberté de s'informer.

Nicolas Rousseau, Boudry

Contrôler l'opinion publique

La désinformation est le thème principal de ce numéro. C'est un sujet essentiel. Si l'on veut comprendre pourquoi les progressistes ont tant de peine à se rendre majoritaires dans nos pays dit démocratiques, c'est vers le contrôle de l'information qu'il faut tourner nos regards. Nous avons une presse ouverte où des personnalités de gauche comme des Pierre-Yves Maillard bénéficient de temps en temps de pages entières qui leur sont consacrées. Cela donne le change...

Ce que l'on oublie toujours, se sont bien les milliardaires, ou les « *rédenchefs* » qui leurs sont subordonnés, qui choisissent à qui la parole sera donnée. Myret Zaki affirme: « *Les milliardaires sont les Rédacteurs en chef du monde* ». Si un Pierre-Yves Maillard se permet de dénoncer les turpitudes des amis de ceux qui contrôlent nos journaux, il sera assuré de ne plus jamais être invité à donner son avis. Tant qu'il défend les initiatives des syndicats et de la gauche, il sera invité. C'est son rôle. Il ne doit jamais le dépasser. Il le sait. Jeune conseiller d'État, il s'était permis de dire que si nous avions tant de pauvres en Suisse, cela venait du fait que les employeurs ne payaient pas assez leurs collaborateurs. C'était donc de leur faute. Il s'est fait taper sur les doigts et ne s'est plus jamais permis de dire de telles vérités en public.

Puisque les leaders de nos partis de gauche et des syndicats sont rarement appelés à s'exprimer dans la grande presse, mais que lors des débats TV, ils ont droit au même temps de parole que leurs interlocuteurs, ils se congratulent en disant qu'ils travaillent dans la meilleure des démocraties du monde.

De plus, quand ils s'expriment dans leurs journaux, ils ne s'adressent qu'à des convaincus qui payent des cotisations pour les soutenir. Or, puisqu'ils prétendent

travailler pour toute la population, c'est à elle qu'ils devraient s'adresser.

Ils ne le font pas. Trop cher, trop difficile de faire confiance à un rédacteur en chef. Ils se contentent d'envoyer tous les cinq ans des tout-ménages pour crier : « **Votez pour nous** » ou – de temps en temps – « **Votez comme nous** ».

Si l'on veut sortir de ce rôle d'éternels minoritaires, il n'y a qu'un moyen : considérer tous les citoyens et toutes les citoyennes comme faisant partie du peuple que l'on veut défendre, leur tendre la main, les associer à nos réflexions, à nos hésitations, à nos combats. Je suis de ceux qui ont parfois fait ces dénonciations.

Suite à quoi, les journalistes de la région puis de la Suisse romande ont reçu l'ordre de ne plus jamais évoquer mon travail à la Municipalité, au Grand-Conseil ou au Conseil national... Alors qu'ils me rencontraient partout, désolés, ils me l'ont dit. Sur ce thème, je suis informé. Nous pourrions y revenir.

De même, des artistes comme Jean Ferrat en France ou Michel Bühler en Suisse étaient interdits d'antenne. Il n'y a donc pas seulement la manière dont on nous informe, il y a aussi tout ce qui nous est caché.

Des cris d'orfraie

Une solution ? Donner à l'État la mission de s'assurer que tous les partis de nos démocraties puissent alimenter le débat public. Mais, évoquez donc une telle ouverture et vous entendrez crier à la dictature ceux qui veulent garder le contrôle de l'opinion publique...

Pierre Aguet, ancien conseiller national, Vevey